

PROGRAMME SPÉCIAL DE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT DE MISSION

**EFFECTUÉE PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU
PROGRAMME SPÉCIAL DE DÉVELOPPEMENT
AU CONGO, EN RCA ET AU GABON**

DU 30 JUILLET AU 10 AOUT 1994

I. **Objet de la Mission**

Du 30 Juillet au 10 Août, je me suis rendu à Brazzaville, Bangui, à Douala (en transit) et à Libreville, pour :

- examiner la faisabilité de certains projets et actions de développement ;
- susciter auprès des Autorités de ces pays certaines idées de projets susceptibles d'être présentés au financement du PSD.

1.1. - Au Congo, l'objet principal était d'analyser sur place les requêtes présentées par la Fondation Marie Bouanga (c/f réponse du Secrétaire Général donnée en annexe).

1.2. - En RCA, ma mission fait suite à la promesse du Secrétaire Général à Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères de ce pays, en mars 1994 pour mettre sur pied un "programme d'appui aux micro-entreprises du secteur informel, à l'instar des programmes déjà initiés par le PSD, en Mauritanie, au Niger, au Burkina Faso, et bientôt au Mali et au Tchad.

1.3. - Au Gabon, ma mission devait porter essentiellement sur l'analyse des formes d'appui à la promotion des PME, conformément au souhait des Hautes Autorités de ce pays et faire connaître d'une façon générale les formes d'intervention du PSD.

Déroulement de la mission à Brazzaville

Samedi 30 Juillet

- Voyage de 11H (départ à 10H - arrivée à 21H)
- A l'accueil, le responsable du protocole de Mme la Présidente m'informe qu'une entrevue avec Mme Lissouba est programmée pour le lendemain Dimanche à 13H et que je prendrai un avion à 16H30 (vol intérieur) à destination depour visiter le site du projet Centre de Promotion de la Femme de Mouyondzi.

Dimanche 31 Juillet

12H - Rencontre avec Mme Lissouba reportée, mais examen du projet avec Dr.....Secrétaire Général de la Fondation Marie Bouanga et Conseiller du Président ;

16H à 18H30 - à l'aéroport - le vol intérieur est reporté au lendemain (pour raisons techniques) ;

20H à 22H - Séance de travail à l'hôtel Sofitel avec le Dr....., accompagné de Monsieur..... architecte, chargé de la réhabilitation des bâtiments appelés à abriter le projet.

Lundi 1er Août

7H - départ à l'aéroport et vol de 45 mn vers (atterrissage dans la brousse car pas de piste, ni d'aérogare). Il n'y avait personne à l'accueil.

- Départ vers..... àkm par 4 x 4 (trois heures de piste quasi-impraticable).

- 2H sur le site (un ancien collège abandonné depuis plusieurs années se trouvant à 5 km de

Mardi 2 Août

- 8H - Vol intérieur de 45 mn vers Brazzaville

- Trois rencontres sont prévues avec :

- le Ministre du Commerce, Chargé de la PME (10h)
- le Ministre Chargé de la Formation Professionnelle (11H)
- le Ministre des Affaires Sociale (12H).

Mais ce programme n'a pu être respecté pour raison de Conseil des Ministre avancé.

Deux de ces rencontres ont eu lieu l'après midi. La 3e a été remplacée à ma demande par une séance de travail avec les responsables de la Formation professionnelle (10H à 11H). Au cours de cette réunion, j'ai exposé le projet "Appui aux artisans travaillant dans des micro-entreprises du secteur informel". Devant le grand intérêt qu'ils ont porté à ce projet, pour une meilleure faisabilité, j'ai visité (de 11H à 13H) deux centres retenus par ces responsables et ai discuté longuement avec les enseignants encadreurs appelés à exécuter cette opération qui constitue pour eux une première.

Suite à ces visites, les branches sont choisies (mécanique auto, mécanique générale, tôleries, menuiserie) et le chef du projet est désigné. Un budget prévisionnel m'a été fourni en fin d'après midi. Trois cent vingt (320) micro-entreprises seront concernées par cette opération (un mois de perfectionnement pratique, à raison de 2H par jour, encadrement par les responsables de la cellule PME pour les artisans se proposant d'étendre leurs activités ou de s'installer à leur compte. Une mise à disposition d'outillage de base est prévue à cet effet. Le coût total de cette opération serait de l'ordre de 200 000 F ; elle démarrera en principe courant octobre 1994.

Monsieur le Ministre chargé de la Formation Professionnelle informé l'après midi par son Conseiller de notre proposition, a tenu à me faire connaître sa totale approbation de ce projet qui correspond selon les termes du Conseiller, à "des besoins réels sur le terrain" et qui contribuera à la promotion des micro-entreprises du secteur informel d'une manière simple, rapide et concrète.

14H30 à 15H20 - Séance de travail avec Mme Lissouba, en sa qualité de Présidente de la Fondation Marie Bouanga, au siège de la Présidence de la République.

Madame la Présidente, qui a suivi le déroulement de notre déplacement à, m'a fait un long exposé sur les projets et actions que conduit ou se propose de conduire la Fondation Marie Bouanga, essentiellement dans les domaines culturel, social et économique, au profit des femmes congolaises:

Dans le domaine de la Santé, le problème de la quasi absence d'équipements sanitaires adéquats, la cherté des médicaments, tous importés a été évoqué par Mme la Présidente. Cette dernière envisage la possibilité de fabrication locale de certains médicaments de base. J'ai expliqué que le PSD peut financer l'étude de ce projet en insistant sur le fait que le Congo qui "a tout à gagner en profitant de l'expérience d'états membres de la Francophonie, dans ce domaine ou dans tout autre

domaine" Mme Lissouba évoque à cet effet ses projets de voyage d'études entravés dit-elle par le peu de moyens.

A propos de la formation professionnelle, de la promotion des micro-entreprises féminines, du développement de l'artisanat, de la promotion de la femme en général, Madame la Présidente a développé des thèmes visant à alléger le poids des multiples charges assumées par la femme congolaise, dans des conditions d'asservissement.

Enfin, Madame Lissouba m'a soumis une liste de projets en cours d'étude par sa Fondation.

Mission en RCA (les 3 et 4 Août)

- Arrivée à Bangui à par vol RK et accueil par la Correspondante nationale, Mme Dorothee MALENZAPA, directeur Général de la Francophonie au Ministère des Affaires Étrangères).

Séance de travail au Ministère des Affaires Étrangères et reprogrammation des rencontres et visites en fonction du délai de mon séjour, lié aux difficultés de transport aérien vers Libreville. La formule retenue est de transiter par le Cameroun, pour 48 heures, ce qui me permettra de faire un travail similaire dans ce pays, même si cette étape n'était pas prévue au programme de ma mission. Le contact est pris dans ce sens avec la Correspondante Nationale au Cameroun et pour l'obtention du visa auprès du Consulat à Bangui.

13H45 Entrevue avec le Ministre des Affaires Étrangères en présence de Mme la Correspondante Nationale.

Monsieur le Ministre rappelle la visite en mars du Secrétaire Général à Bangui et l'appui de l'ACCT, notamment à l'organisation des États généraux en Avril (après un long exposé sur les relations de coopération marocco-centrafrique) ; il formule le souhait que la francophonie puisse aider la RCA à surmonter ses énormes difficultés en particulier sur le plan social.

Après trois années blanches, le problème des "enfants de la rue" s'est aggravé. Pouvons-nous faire quelque chose pour aider leur insertion et à leur retour dans leurs foyers ?

J'ai exposé à Monsieur le Ministre les différentes formes d'intervention du PSD, ainsi que les principaux programmes de l'ACCT et les actions susceptibles d'être identifiées, suite à cette visite dans les

secteurs de la promotion de la PME, du perfectionnement pratique des artisans du secteur informel et de la promotion des activités productrices en général.

Enfin, Monsieur le Ministre remercie l'ACCT pour l'intérêt qu'il porte au développement de son pays.

- 15H30 à 17H Centre de promotion de la PME.

Avec le Directeur Général du Centre et son Conseiller (un expert canadien de l'USAID) il était principalement question des formes possibles d'appui à la réalisation des PME. Une analyse critique des différentes formes utilisées ces dernières années par différents bailleurs de fonds et coopérations bilatérales et multilatérales a été menée à la lumière des résultats maigres obtenus. Il ressort de cet analyse que :

a/ - En l'absence de banques de développement (celle de la RCA est en situation de liquidation), les banques commerciales de la place se refusent de financer des projets d'investissement à moyen et à long terme en absence de garanties suffisantes que les promoteurs ne peuvent présenter. Une étude de création d'un fonds de garantie est envisagée, mais déjà la Banque Mondiale la rejette et les pouvoirs publics ne disposent pas de moyens financier suffisants pour la mettre en place, vu l'importance des sommes à garantir.

b/ - Parmi les solutions envisageables dans le cas des petits et micro-projets, le système de garantie par consentement mutuel entre différents opérateurs semble être le plus indiqué. Il est déjà en fonctionnement.

c/ - L'autre entrave à l'obtention des prêts bancaires pour financer des projets de développement est l'apport personnel" des promoteurs exigé par les Banques à hauteur de 15 à 30 % du coût du projet.

Dans la plupart des cas, les jeunes promoteurs ne disposent pas de ces fonds au niveau exigé. J'ai proposé, à l'instar de ce que le PSD a expérimenté l'année dernière, pour huit micro-projets étudiés par Campus-Bénin, la mise à disposition d'un fonds garantissant des prêts supplémentaires que les banques concernées pourraient consentir pour couvrir ces apports propres demandés aux promoteurs. Cette solution n'est évidemment envisageable que pour des petits projets dont la rentabilité est quasi assurée par le Centre.

S'agissant de formule anti-économique, mais sans laquelle les projets sont bloqués auprès des banques commerciales, pour les opérateurs du secteur informel. J'ai proposé que le Centre examine cette

question avec les banques à partir de projets spécifiques jugés rentables et facilement opérationnel.

Si le principe de garantie des prêts par consentement mutuel est retenu, le PSD peut examiner la possibilité d'appuyer sa mise en oeuvre sous une forme à définir, en liaison avec les banques concernées. Les résultats de cette expérimentation sont attendus pour les prochaines semaines.

d/ - Une autre forme d'appui aux jeunes promoteurs, lorsqu'ils arrivent enfin à obtenir des prêts bancaires, est l'allégement du coût de l'argent à travers la prise en charge d'une partie ou de la totalité des intérêts bancaires (de l'ordre de 20 % actuellement en RCA, donc très élevés). Cette proposition a beaucoup intéressé mes interlocuteurs qui se sont engagés à étudier les modalités de sa mise en oeuvre éventuelles avec les banques concernées par les prêts susmentionnés.

Enfin de compte, il apparaît que la réalisation de projets d'investissement d'envergure pouvant avoir un impact sensible au plan national est quasiment compromise déjà du fait de l'absence de prêts à moyen et à long termes et du système de protection découlant de la libéralisation du Commerce extérieur (réduction sensible des droits de douane, suppression du régime de la Licence d'importation) découlant des programmes d'ajustement structurel. Cette constatation est lourde de conséquences pour les pays du Sud confrontés en général aux mêmes difficultés d'obtention de ces prêts et engagés dans les mêmes programmes d'ajustement structurel.

La situation est d'autant plus grave que les pouvoirs publics sont invités à se désengager des activités productrices et ne peuvent donc réaliser ces projets à la place du secteur privé, national ou étranger.

Restent alors les petits et micro-projets d'investissement dont la production n'est pas concurrencée par celle de l'extérieur et qui couvrent généralement des activités de proximité ou d'exportation (cas des ateliers mécaniques en zone rurale de briqueteries, de transformation de produits alimentaires locaux, de produits de la pêche...) Ce n'est malheureusement que dans ce faible créneau que l'on peut escompter la réalisation de quelques projets.

A la lumière de ce constat, j'ai proposé une approche d'identification des PME autre que celle utilisée actuellement par le Centre et qui présente beaucoup plus de chance de réussite. Les responsables du Centre de promotion, pour une meilleure connaissance de cette formule essayée avec succès par le PNUD en Guinée,

solliciteront du PSD le financement d'une mission d'étude à Conakry et probablement à Acra (approfondir la question du consentement mutuel).

17H à 18H -Visite de la Fondation et séance de travail avec sa Présidente Mme....., épouse du Président de la République.

Cette visite a été programmée à l'initiative des Autorités centrafricaines et probablement celles des Affaires Étrangères.

De création toute récente, (février 1994), cette fondation essaye de s'attaquer à certains problèmes tels que celui des enfants de la rue, y compris des jeunes filles de 12 à 16 ans que la Police ne cesse de ramasser le soir sans leur trouver une solution. Le Centre de la fondation abrite déjà une centaine d'enfants sans abri, rejetés par leurs familles. Une subvention de 50 à 100 000 F sera d'un grand secours pour cette jeune fondation.

Jeudi 4 Août

7H30 à 9H Séance de travail avec Mme le Ministre et ses collaborateurs (.....

Vendredi 5 Août

- Arrivée à Douala à accueil par Madame Catherine MAHOUE SAME, Correspondant National, accompagnée d'un agent du protocole.

Samedi 6 Août

9H Visites de trois PME encadrées par le Centre de
En compagnie de deux responsables de ce Centre.

11H Séance de travail avec les responsables du Centre créé initialement sur financement de l'ACCT et souhaitant présenter certains projets PME au PSD.

15H Visite d'une ferme de production d'ananas (à 15 km) de Douala) financée récemment par le PSD.

17H Entretien avec les jeunes promoteurs, membres d'une association de promoteurs soutenue par la Coopération canadienne.

Après examen de leurs activités et des projets qu'ils se proposent de présenter au PSD, un long débat a eu lieu sur les obstacles que rencontre

le développement des secteurs productifs au triple plan institutionnel, administratif et financier.

Le système de crédit est à moyen terme et lorsqu'il est accordé par les banques commerciales à court terme, les taux d'intérêt sont très élevés.

La deprotection industrielle résultant de la libéralisation du Commerce extérieur rend impossible tout projet de fabrication de produit en substitution à l'importation. Malgré l'existence de nombreux hommes d'affaires animés d'un esprit d'entreprise, les entraves sont telles que toute velléité de développement du secteur productif est compromise.

La crise semble être plus forte ici qu'ailleurs, alors que le pays ne manque ni de ressources naturelles, ni de ressources humaines, laborieuses et ingénieuses (cas des tontines par exemple).

Lundi 8 Août

Séance de travail avec Monsieur..... Directeur de et son collaborateur, Monsieur

Cette structure qui constitue une "guichet unique" à Douala pour accueillir et faciliter la tâche des investisseurs nationaux et étrangers, a été mise en place sur proposition de la Banque mondiale il y a près de deux ans.

L'examen de ses formes d'intervention nous a amené à parler longuement de l'expérience marocaine dans ce domaine (vieille de plus de 20 ans).

La Directrice de ce Centre, souhaite vivement effectuer une mission d'étude au Maroc et en Tunisie pour profiter de leur expérience en matière de promotion des investissements.

Elle se propose par ailleurs de présenter au PSD un certain nombre de projets initiés par des opérateurs privés et qui nécessitent soit une étude préalable, soit une assistance à leur réalisation.

Rendez-vous est pris à Paris, à la fin du mois en cours, pour la présentation de ces projets.